

La pollution provoque plus de 2000 morts prématurées en France

Article rédigé par *Alix Cazin*, le 28 juin 2002

La pollution cause chaque année la mort prématurée de 2786 personnes dans neuf grandes villes françaises. Tel est le résultat de l'étude menée par l'Institut de veille sanitaire pour quantifier, à l'échelle de la population, les relations entre des indicateurs de pollution atmosphérique et des indicateurs de santé.

De nombreuses études ont en effet montré que la pollution atmosphérique est associée à une augmentation de la fréquence de survenue de crises d'asthme, de bronchites ainsi que d'autres pathologies pulmonaires chroniques et cardiaques.

La méthodologie repose sur le croisement de variations dans le temps (à court terme : d'un jour à l'autre) d'indicateurs de l'état de santé d'une population (mortalité, admissions hospitalières) aux variations d'indicateurs d'exposition (de la même population) à la pollution atmosphérique (polluants mesurés). La population totale étudiée est de plus de 11 millions de personnes réparties dans les 9 villes.

Pour l'ensemble des neuf villes, le nombre annuel de décès anticipés attribuables à des niveaux de pollution atmosphériques supérieurs à 10 microgrammes/m³ est de 1097 pour la mortalité cardiovasculaire et 316 pour la mortalité respiratoire. Par décès anticipés, on entend décès qui surviennent un jour donné en relation avec la pollution, indépendamment de l'âge et d'autres facteurs de risque, et qui, en l'absence de pollution ce jour-là, ne se seraient pas produits. On estime que 1834 décès anticipés (pour la mortalité totale) auraient pu être évités si les niveaux de pollution avaient été réduits de moitié. D'une manière générale, ce sont les niveaux de pollution photo-oxydante (dioxyde d'azote et ozone) qui conduisent le plus souvent au nombre de décès anticipés le plus élevé.

Pour les admissions hospitalières, il existe une association entre les admissions pour pathologie cardio-vasculaire chez les 15-64 ans et une augmentation de 10 microgrammes /m³ par jour de dioxyde de soufre [SO₂] (l'excès de risque varie de 1,4 pour cent pour une exposition de 0-5 jours avant l'hospitalisation, à 1 pour cent pour une exposition la veille). Par ailleurs, l'excès de risque d'admission pour pathologie respiratoire suite à une exposition au dioxyde d'azote [NO₂] durant les cinq jours précédents l'hospitalisation est de 3,7 pour cent chez les enfants. On estime que 748 hospitalisations auraient pu être évitées si les indicateurs de pollution avaient été ramenés à 10 microgrammes/m³ dans huit villes.

Les résultats présentés aujourd'hui démontrent que la pollution atmosphérique urbaine reste un facteur de risque pour la santé d'où l'importance de disposer d'un système permanent de surveillance épidémiologique qui permet de quantifier ce risque.

Le rapport complet :

http://www.invs.sante.fr/publications/2002/psas_020624/programme.html